COMMISSION D'ENQUETE POUR LA PALESTINE

PROCES-VERBAL DE LA TROISIEME SEANCE (SEANCE PRIVEE),
tenue à Lake Success, le mardi 3 juin 1947, à 11 h. 25.

Présents :

Président :	M. Sandstrom	(Suède)
	M. Hood	(Australie)
	M. Rand	(Canada)
	M. Garcia Granados	(Guatemala)
	Sir Abdur Rahman	(Inde)
	M. Entezam	(Iran)
	M. Blom	(Pays-Bas)
	M. Ulloa	(Pérou)
	M. Lisicky	(Tchécoslovaquie)
	M. Fontaina	(Uruguay)
	M. Brilej	(Yougoslavie)
Secrétariat :	M. Hoo	(Secrétaire général adjoint)
	M. Garcia Robles	(Secrétaire)
	M. Cohen	(Conseiller)

Le PRESIDENT ouvre la séance.

1. Adoption de l'ordre du jour

La Commission adopte l'ordre du jour.

2. Publicité relative à l'arrivée en Palestine de la Commission d'enquete

La Commission étudie et adopte le document de travail n° 6, en l'amendant conformément à la proposition de Sir Abdur Rahman (Inde), qui ajoute les mots "to be given" à la fin du dernier paragraphe.

3. Examen du projet de règlement provisoire dont le groupe de travail préparatoire recommande l'adoption

La Commission poursuit la discussion du document de travail n° 2 :

I. Président, Vice-Président et Rapporteur

La Commission adopte l'article 1, avec l'amendement présenté par

~~le délégué des Pays-Bas~~ et consistant à ajouter les mots "ou ses Rapporteurs"

à la fin de la deuxième ligne.

Article 2. Après avoir envisagé la suppression de cet article, la Commission l'adopte sans modification.

L'article 3 est adopté sans discussion.

Article 4. Après avoir débattu le sens de l'article 3 du règlement intérieur provisoire de l'Assemblée générale, la Commission adopte l'article 4, sous réserve de légères modifications de rédaction (voir document A/AC.13/7).

II. Langues

La Commission adopte l'article 5.

Article 6. Après un échange de vues sur l'obligation pour le Secrétariat, de fournir des interprètes, la Commission adopte l'article 6, en remplaçant le mot "interprétation" par le mot "interprètes" (voir document A/AC.13/7).

La Commission adopte l'article 7.

Article 8. M. BRILEJ (Yougoslavie) demande qu'un compte rendu complet de chaque déposition soit mis à la disposition de la Commission et de l'Assemblée générale; il propose l'amendement suivant : "Il est établi un compte rendu in extenso de toutes les auditions".

M. ENTEZAM (Iran) fait remarquer qu'au moment où cette question était venue en discussion devant le groupe de travail, on avait signalé que, si l'on décidait de publier des comptes rendus in extenso, il faudrait un personnel supplémentaire très important. On prendra le texte in extenso de toutes les auditions, mais cela n'entraînera pas forcément leur reproduction ou leur publication dans le rapport de la Commission.

Sir ABDUR RAHMAN (Inde) estime indispensable d'établir un compte rendu in extenso de toute déposition, ou, tout au moins, d'en mettre un exemplaire à la disposition de tous les représentants qui en feraient la demande.

M. HOOD (Australie) pense, lui aussi, que chaque membre de la Commission devrait, pour la rédaction du rapport, disposer d'un compte rendu in extenso des dépositions.

Après un long débat, la Commission adopte une version amendée de l'article 8 (voir document A/AC.13/7).

La Commission adopte sans discussion les articles 9 et 10.

Article 11. M. GARCIA ROBLES (Secrétaire) explique l'expression "communications verbales".

M. COHEN (Secrétaire général adjoint, chargé du Département de l'information), qui assiste à la séance à titre de conseiller, demande qu'on autorise le commissaire à la presse qui accompagnera la Commission en Palestine à donner à la presse une communication verbale relative aux séances, sans approbation préalable du Président. Il assure la Commission qu'on peut avoir toute confiance dans la discrétion du commissaire à la presse.

M. ENTEZAM (Iran) appuie cette proposition et ajoute que, si le commissaire à la presse ne justifie pas la confiance placée en lui, la Commission pourra prendre d'autres dispositions.

M. BLOM (Pays-Bas) demande comment cette manière de faire s'appliquera aux séances privées.

M. COHEN (Secrétaire général adjoint) lui répond que les communications verbales seront transmises dès la fin de ces séances, mais que la Commission pourra décider d'omettre, dans la communication verbale, une partie quelconque de ses délibérations ou de la remplacer, si nécessaire, par un communiqué émis par le Président.

Le PRÉSIDENT estime que dans sa rédaction actuelle, l'article 11 serait inapplicable, étant donné qu'il n'est pas possible, pour une communication verbale, de recevoir l'"approbation préalable" du Président.

Après un nouveau débat, la Commission adopte une version amendée de l'article 11 (voir document A/AC.13/7).

M. COHEN (Secrétaire général adjoint) demande alors si l'on pourra radiodiffuser des séances importantes; la Commission accepte cette proposition. Elle accepte également la proposition de M. Cohen, qui consiste à étendre aux représentants des grandes organisations internationales le droit de reportage des séances publiques.

V. Conduite des débats

La Commission adopte les articles 12 à 19.

Article 20. M. HOOD (Australie) estime que cet article est d'une rigueur inutile étant donné l'effectif réduit de la Commission d'enquête; il voudrait le voir supprimer.

M. GARCIA GRANADOS (Guatemala) propose de supprimer une partie de l'article 20 mais, après quelque débat, la Commission adopte l'article sans modification.

La Commission adopte les articles 21 et 22.

Article 23. Un long débat s'engage sur la procédure envisagée dans cet article. La question éclaircie, l'article 23 est adopté sans modification.

VI. Vote

Article 24. Au cours de la discussion de cet article, M. BIOM (Pays-Bas) propose d'adopter un article correspondant à l'article 21 du règlement intérieur provisoire de l'Assemblée générale. On soulève aussi la question du rôle du Président pendant le vote et on attire l'attention de la Commission sur l'article 30 du règlement de l'Assemblée générale. M. HOO (Secrétaire général adjoint) fait observer que le règlement du Conseil de tutelle prévoit qu'un délégué assurant la présidence peut demander à un de ses suppléants de le remplacer dans ses fonctions de délégué.

Après débat, la Commission adopte l'article 24 sans modification.

La Commission adopte l'article 25.

Article 26. Sur proposition de M. LISICKY (Tchécoslovaquie), la Commission accepte de supprimer les mots "ou par assis et levé", à la suite de quoi l'article est adopté.

La Commission adopte les articles 27 et 28.

VII. Sous-commissions et Secrétariat

Article 29. M. BRILEJ (Yougoslavie) demande comment on fixera la composition des sous-commissions.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) pense que les sous-commissions seront composées, comme la Commission d'enquête elle-même, de membres choisis en raison de leur nationalité et non de titres personnels.

Le PRESIDENT propose de fixer la composition de chaque sous-commission d'après la nature de la question à étudier.

M. ENTEZAM (Iran) convient que les membres de toute sous-commission représenteront leur gouvernement respectif, mais il estime qu'en procédant à la composition d'une sous-commission donnée, la Commission tiendra compte des compétences individuelles. Il souligne le fait qu'une sous-commission ne prendra pas de décisions, mais qu'elle transmettra ses conclusions à la Commission.

M. BRILEJ (Yougoslavie) estime que chaque membre de la Commission assume des responsabilités égales dont il ne peut s'acquitter que s'il a le même droit que ses collègues de participer à tous les travaux de la Commission.

M. GARCIA GRANADOS (Guatemala) rappelle à la pratique de l'Union panaméricaine, qui permet à tout délégué, sur sa demande, de prendre part aux travaux de toute sous-commission.

M. HOOD (Australie) signale que la Commission créée par le Conseil de sécurité pour faire des enquêtes sur les incidents de la frontière grecque, a suivi une pratique semblable.

Sur la proposition de M. ENTEZAM (Iran) la Commission adopte l'article

29 sous sa forme actuelle, étant entendu que tout membre de la Commission pourra prendre part aux travaux de toute sous-commission.

La Commission adopte l'article 30, après en avoir légèrement modifié la rédaction (voir document A/AC.13/7).

VIII. Personnel de liaison et interrogatoire des témoins

Le PRESIDENT signale que la Commission a adopté cet article à la deuxième séance (voir document A/AC.13/7, article 31).

IX. Témoignages oraux et écrits

Le PRESIDENT signale que la Commission a également adopté les articles de ce chapitre à sa deuxième séance (voir document A/AC.13/7, articles 32 à 37).

X. Amendements

La Commission adopte l'article 31, en y ajoutant, après le mot : "amendé", les mots "ou suspendu".

La Commission accepte de se réunir de nouveau à 15 h. 30 et la séance est suspendue à 14 h.10

(La séance est reprise à 15 h.40).

Le PRESIDENT ouvre la discussion en rappelant la disposition visant le personnel de liaison qui figure à l'article 31 du règlement intérieur provisoire de la Commission. Afin d'éviter des incertitudes éventuelles en ce qui concerne la possibilité d'appliquer cet article au Gouvernement de la Palestine, il propose de supprimer, dans cet article, les mots "la puissance mandataire".

D'après Sir ABDUR RAHMAN (Inde), il n'y a pas de distinction à établir entre les trois parties mentionnées à l'article 31.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) pense qu'il n'existe pratiquement, aucune distinction réelle entre la puissance mandataire et le Gouvernement de la Palestine.

Le PRESIDENT déclare qu'on pourra, sans aucun doute, discuter ultérieurement toute mise au point nécessaire; il retire sa proposition.

Documentation

Le PRESIDENT demande aux membres si, en plus des documents préparés par le Secrétariat et de ceux que la puissance mandataire mettra à la disposition de la Commission, ils désirent désigner, pour les aider dans leur travail, des personnes particulièrement qualifiées.

La majeure partie de la Commission est d'avis que la désignation de deux experts des questions palestiniennes serait d'un grand secours et Sir ABDUR RAHMAN (Inde) propose de choisir les personnes désignées dans des groupes différents, de façon à aider la Commission à se former une opinion impartiale.

Le PRESIDENT demande si l'on a des noms en vue, mais la Commission décide d'ajourner ce choix au moment où elle sera en mesure d'être renseignée sur les titres des titulaires éventuels.

M. GARCIA ROBLES (Secrétaire) renvoie la Commission aux trois volumes de documentation préparés par le Secrétariat, et propose aux délégués d'examiner le volume I (liste des documents qu'on peut consulter dans la bibliothèque de documentation sur la Palestine et table des matières). Si les délégués désirent disposer de documents supplémentaires, le Secrétariat prendra les mesures nécessaires pour leur donner satisfaction.

M. HOOD (Australie) déclare qu'il reçoit depuis quelque temps - il en est probablement de même pour les autres membres de la Commission, et peut-être pour le Secrétariat - une documentation écrite sur la Palestine. Il demande si l'on a pris des dispositions permettant d'examiner cette documentation, puis de la communiquer à la Commission.

M. GARCIA ROBLES (Secrétaire) déclare que l'on mettra à la disposition de la Commission, tous les documents appropriés que l'on recevra.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) demande si l'on dispose, sur la situation actuelle de la Palestine, d'une documentation plus récente que le rapport de la Commission anglo-américaine.

Après quelque débat, la Commission décide que le Secrétariat préparera une note fournissant des renseignements sur les événements les plus récents survenus en Palestine.

M. HOOD (Australie) demande quelles méthodes emploiera le Secrétariat pour communiquer la documentation.

M. GARCIA ROBLES (Secrétaire) demande à la Commission de lui faire connaître son avis sur l'importance du personnel de Secrétariat qu'il faudra, dit-il, grandement augmenter si l'on doit fournir des exemplaires de tous les documents à chacun des membres de la Commission. Il renvoie à l'article 37 du règlement intérieur provisoire, selon lequel les témoignages écrits feront d'abord l'objet d'une enquête par une sous-commission "aux fins d'étude et de rapport".

M. ENFEZAM (Iran) fait observer qu'il faudrait aux membres d'une sous-commission de ce genre des exemplaires de chaque document.

On convient que les documents seront mis à la disposition de la Commission quand elle en aura besoin.

Itinéraire de la Commission en Palestine

Le PRESIDENT désire prendre l'avis de la Commission sur sa proposition personnelle, à savoir : pour permettre à ses membres de se familiariser avec la situation générale et d'avoir l'occasion de pratiquer un sondage de l'opinion publique, la Commission ferait, peu de temps après son arrivée, quelques courtes excursions dans le pays, en partant de Jérusalem.

La Commission accepte la proposition du Président.

Programme des réunions de la Commission avant son départ pour la Palestine

M. HOO (Secrétaire général adjoint) pense que la Commission ne désirera

pas se réunir à nouveau avant le samedi 7 juin, afin qu'on ait le temps de recevoir et de distribuer les réponses des organisations qui demandent audience. Après discussion, la Commission décide de se réunir à nouveau le vendredi 6 juin à 15 h. 30, dans la salle de conférences n° 7.

Dispositions en vue du déplacement de la Commission

La Commission discute alors avec M. Alexander (membre du service administratif) les dispositions prises en vue du voyage vers la Palestine.

La séance est levée à 15 heures